

18 octobre 2022

Déclaration de politique générale du Premier ministre Ulf Kristersson

Monsieur le Président de l'Assemblée, Mesdames et Messieurs les députés du Parlement suédois

Les Modérés, les Chrétiens-démocrates et les Libéraux sont unis, avec les Démocrates de Suède, pour assumer ensemble la responsabilité de la Suède. Les Modérés, les Chrétiens-démocrates et les Libéraux formeront le gouvernement. Les Démocrates de Suède coopèreront avec le gouvernement au Parlement et avec les responsables politiques des services du gouvernement.

Les électeurs ont donné aux partis de la coalition un mandat pour mettre la Suède sur une nouvelle voie. Cette coalition élabore le socle d'une politique sur le long terme, qui pourra répondre en profondeur aux enjeux sociaux majeurs du pays. Le changement était nécessaire, il est enfin possible.

Nos quatre partis savent que la société est plus grande que l'Etat. Que la société tout entière peut faire plus que l'Etat. Mais nous sommes également convaincus que l'Etat a le devoir d'exceller dans tout ce qui lui incombe.

C'est pourquoi les missions principales de l'Etat doivent maintenant être au centre des préoccupations du gouvernement et du Parlement. Certains piliers de l'Etat providence - la sécurité intérieure et extérieure, l'approvisionnement en énergie et la cohésion sociale - doivent être maintenant restaurés et renforcés. Si ces piliers venaient à s'effondrer, les dommages en seraient inestimables. La Suède ne serait alors plus la Suède. La capacité à accorder la priorité aux missions les plus importantes de l'Etat en période difficile sera déterminante pour réussir.

Je serai donc très clair aujourd'hui : le gouvernement qui prend maintenant ses fonctions endosse la responsabilité d'un pays qui subit plusieurs crises parallèles.

Quatre missions très exigeantes nous attendent.

Tout d'abord, juste après les élections, la Suède a battu son propre record sanglant de fusillades mortelles. La lutte contre la grande criminalité doit être

gagnée et la sécurité doit être rétablie dans tout le pays. En ce sens, l'Etat doit maintenant reprendre le contrôle. Mais cette mission est d'une telle ampleur que beaucoup doutent qu'il soit même possible de l'accomplir. Nous sommes tous responsables, dans cette Assemblée, de prouver que nous y arriverons.

Deuxièmement, la Suède doit - une fois de plus - trouver la force de faire face à une nouvelle récession, alors que de nombreuses personnes et entreprises sont exposées à des augmentations excessives de coûts dues à une inflation élevée et à des prix extrêmes de l'énergie et des carburants. De plus, les plus grands problèmes économiques et sociaux du pays résultent d'une importante immigration et du manque d'intégration ainsi que de la marginalisation de centaines de milliers de personnes tributaires des allocations.

Troisièmement, la Suède doit sortir de la crise énergétique afin d'atteindre nos objectifs climatiques et de rétablir des prix d'électricité raisonnables pour les Suédois.

Et quatrièmement, nous allons faire entrer la Suède dans l'OTAN, devenir un Etat membre fort et armer notre défense face à un climat de politique de sécurité qui n'a jamais été aussi dégradé depuis la Seconde Guerre mondiale.

Mon message aujourd'hui est donc assez dur : nous sommes dans une situation est très difficile. Et cela pourrait être bien pire. Mais mon message est aussi porteur d'espoir : nous avons auparavant résolu des problèmes difficiles en Suède, nous pouvons le faire à nouveau. Des générations de Suédois ont dû faire face à des moments difficiles et ont réussi à surmonter les épreuves.

Monsieur le Président,

Nous avons montré à de nombreuses reprises, dans cette Assemblée, que nous pouvions travailler ensemble lorsque cela était nécessaire. Beaucoup d'entre vous, ici, dans cette Assemblée, en ont fait l'expérience. Vous êtes encore plus nombreux à connaître ceux qui en ont fait l'expérience. Comme pendant la crise des années 1990. Et celle de la pandémie du corona. Ou encore lors de l'agression russe. Et notamment lorsque nous avons pris la décision historique de faire une demande d'adhésion à l'OTAN. J'espère que nous sommes à nouveau prêts - en tant que partis - et citoyens - à nous soutenir.

Non pas parce que nous avons le même avis sur tout, car ce n'est pas le cas. Faisons honneur à la démocratie suédoise en débattant librement et en faisant ce que nos amis ukrainiens ne peuvent pas faire en ce moment.

Penchons-nous plutôt sur les possibilités de travailler ensemble. Je formerai un gouvernement pour toute la Suède et pour tous ceux qui vivent dans notre pays. Un gouvernement ancré dans des valeurs fortes et qui par conséquent respecte facilement les valeurs des autres. Un gouvernement qui veut montrer une unité et pas seulement des divergences. Qui veut unir et non pas diviser. En tant que Premier ministre, je veux agir pour que la Suède, pays divisé, devienne un pays uni. Nous avons, dans cette Assemblée, une responsabilité particulière d'avoir un débat mature entre adultes. Assumons-le.

Je suis aujourd'hui confiant face aux missions qui nous attendent. Celles qui vous attendent et celles qui m'attendent et attendent le gouvernement suédois. Non parce que je sous-estime les problèmes de la Suède. Ni parce que je surestime mes capacités ou les nôtres. Car ce sera difficile. Cela prendra du temps. Mais nous y arriverons. Rien n'est si mauvais en Suède qu'on ne puisse rétablir au mieux.

Monsieur le Président,

Le taux de chômage de la Suède est l'un des plus élevés de l'UE et notre croissance est la plus faible de tous les pays de l'Union. Le moteur de la croissance suédoise est au point mort. Le chômage devrait être supérieur l'année prochaine au taux actuel qui se situe à un peu plus de sept pour cent.

Le fait est que la Suède a un taux de chômage historiquement élevé pour être au début d'une récession. L'inflation en Suède approche les 10 %. Les taux d'intérêt ont augmenté d'un point en septembre - la plus forte augmentation depuis l'introduction de l'objectif d'inflation fixé en 1993. Certaines entreprises luttent désespérément en ce moment pour survivre à la flambée des prix de l'électricité.

Le gouvernement prendra ses responsabilités. Des finances publiques saines sont au cœur de notre mission. La politique budgétaire ne doit pas attiser l'inflation, le budget ne doit pas être expansionniste. La Suède ne peut pas se permettre, une fois de plus, une envolée des prix et des salaires. Le cadre budgétaire est fixé et le budget de l'Etat sera appliqué dans son intégralité.

L'une des premières tâches du gouvernement sera d'aider les ménages à faire face à l'hiver qui approche. Par conséquent, le gouvernement mettra en place, à court terme, un système de ticket modérateur pour contrer les coûts d'électricité au profit des ménages et des entreprises, permettant qu'une partie des coûts relatifs aux factures d'électricité élevées soit remboursée aux consommateurs. Le gouvernement s'efforcera également de réduire les prix des carburants. Le suivi des critères d'amortissement sera assuré par les autorités compétentes.

Afin de faire face à la récession à plus long terme, il faudra préserver la ligne de travail et renforcer la capacité de croissance de la Suède. En même temps, il faudra assurer la fiabilité du système de protection sociale. Le niveau actuel de l'allocation de chômage sera maintenu.

Les entreprises suédoises - et notamment les nombreuses petites entreprises - ont besoin d'un allègement de la bureaucratie et de l'administration. Le gouvernement adoptera une approche globale pour améliorer sur le long terme les conditions des entreprises. La réglementation 3:12 sera révisée et améliorée. Une nouvelle commission de la productivité sera mise en place dans le but d'effectuer une analyse complète de la compétitivité de l'économie suédoise, comme cela avait été le cas il y a quelques décennies.

Les entreprises suédoises sont non seulement un moteur de prospérité et d'innovation, mais désormais également un moteur majeur du mouvement écologique - elles sont des leaders mondiaux de la durabilité et de la transition verte. Le gouvernement continuera à être un partenaire offensif dans ce sens. Toutes les personnes animées d'un esprit d'entreprise qui créent des emplois, de la richesse et du dynamisme méritent notre respect. Une économie libre et la libre entreprise sont les fondements de notre prospérité.

Il n'y a de mission plus importante que de briser la spirale de l'exclusion. Les personnes qui aujourd'hui sont exclues de la société et qui, année après année, vivent grâce aux allocations doivent rompre avec leur dépendance et devenir autonomes. Il faut par conséquent réformer massivement le système des prestations sociales. Cette réforme sera en partie mise en oeuvre au cours de ce mandat grâce à la réduction d'impôts, en particulier sur les revenus faibles et moyens, et en partie en plafonnant les allocations, pour qu'il soit toujours plus avantageux de travailler que de vivre des allocations.

Rien n'égalise le travail pour rendre un pays prospère. Rien n'élimine la pauvreté que l'obtention d'un emploi. Et rien ne permet une ascension sociale que l'obtention de son tout premier emploi.

Les personnes qui ont travaillé toute leur vie ont droit à des pensions suffisantes leur assurant une retraite digne et une bonne qualité de vie. Le gouvernement va se concentrer sur l'élaboration de réformes visant à renforcer les moyens financiers de tous les retraités, notamment en réduisant leurs impôts. Le gouvernement invitera l'ensemble des partis à des discussions transpartisanes sur les retraites.

Les mesures incitatives permettant aux seniors désireux de continuer à exercer une activité professionnelle seront améliorées. L'expérience et les compétences des seniors sont souvent négligées en Suède. Si la discrimination fondée sur l'âge peut être non intentionnelle, elle se ressent néanmoins. Cette discrimination sous-estime la capacité de nombreux seniors à apporter leur contribution. Le gouvernement nommera un ministre chargé de l'ensemble des questions relatives aux seniors.

Monsieur le Président,

Aucun autre pays de toute l'Europe n'a connu le même accroissement de la violence que la Suède. 53 fusillades mortelles enregistrées jusqu'à aujourd'hui depuis ce début d'année - souvent de pures exécutions. Même des innocents sont touchés et tués par les balles des gangs.

La criminalité menace notre système de société. Elle porte atteinte à la confiance sur laquelle repose la société suédoise et constitue la menace la plus importante contre le contrat social que tout homme politique suédois en activité n'ait jamais connue. Je prends cela très au sérieux.

Le gouvernement lance dès maintenant la plus grande offensive de l'histoire de la Suède contre la criminalité organisée. Le durcissement des peines individuelles est nécessaire mais ne suffit pas. Le gouvernement procédera à une révision complète de la législation pénale. L'accent sera mis sur la victime et la protection de la société et non plus sur l'auteur du crime. Les peines reflèteront systématiquement la gravité du crime. Une nouvelle sanction - une peine de perpétuité incompressible - sera introduite.

Un conseil uni contre la criminalité organisée aggravée sera créé au sein du ministère de la Justice. Ce conseil réunira toutes les autorités concernées dans la lutte contre la criminalité des gangs et sera en charge de rapidement analyser les efforts entrepris par le Danemark ainsi que d'évaluer leur pertinence contre la lutte contre la criminalité suédoise.

Le gouvernement a l'intention d'introduire une double peine pour les crimes commis par des gangs criminels et criminalisera toute participation à des réseaux criminels. Davantage de criminels ne détenant pas la nationalité suédoise seront expulsés et le critère d'affiliation sera minimisé. Témoins anonymes, interdictions de séjour, mesures coercitives confidentielles et zones de fouilles temporaires feront partie des nouvelles mesures, de même la remise de peine pour les personnes majeures sera supprimée. La législation actuelle de cumul de remises de peine sera supprimée et le règlement relatif à la liberté conditionnelle sera renforcé.

Le nombre d'établissements pénitentiaires sera considérablement élargi et la possibilité de louer des cellules dans des prisons à l'étranger sera examinée. Les missions de la police seront affinées, la police nationale recrutera davantage d'agents et proposera des salaires plus élevés au cours de ce mandat. Les forces de police vont croître pour atteindre l'objectif d'un effectif de policiers au moins équivalent à la moyenne européenne.

Tout cela prendra du temps. Nous devons tous comprendre la gravité de la situation - il y aura beaucoup de conflits lorsque le pouvoir des bandes criminelles sera menacé. Je tiens à souligner le risque que la situation s'aggrave avant qu'elle ne s'améliore.

Les grands criminels qui contrôlent les quartiers et les marchés illégaux ne les abandonneront pas de leur propre gré. Les gangs qui ont infiltré des activités légales et corrompu les autorités et les entreprises ne se retireront pas de leur propre chef. Mais il n'y a pas d'autre moyen de faire avancer les choses. L'Etat doit à la fois mener et gagner ce combat. La sécurité est devenue l'enjeu majeur de liberté de notre époque.

Nous avons maintenant beaucoup à faire, sur différents fronts et sur le long terme. L'administration des douanes disposera de nouveaux outils pour lutter contre la criminalité transfrontalière. Les gangs de voleurs que l'on laisse en pratique voler du carburant, des pièces détachées de voitures, des machines agricoles et des moteurs de bateaux, menacent la confiance de nombreuses personnes dans l'Etat de droit. Les vols dégradants qui frappent de nombreux

jeunes ainsi que la criminalité impitoyable contre beaucoup de personnes âgées seront pris beaucoup plus au sérieux.

La mission consistant à offrir à tous les enfants une vraie chance de réussir est aussi importante que celle d'incarcérer les adultes en qui nous avons perdu toute confiance. Les mesures de prévention doivent donc être aussi systématiques que les mesures de répression. Une véritable prévention, fondée sur des preuves, est efficace contre les problèmes sociaux et la criminalité.

Le travail de prévention doit être une priorité au cours de ce mandat. Les enceintes préventives les plus importantes contre la criminalité sont les familles fonctionnelles et une société civile forte. La responsabilité parentale sera renforcée, les programmes de soutien aux parents seront multipliés et la loi sur les services sociaux sera réformée afin que ceux-ci puissent mettre en oeuvre un plus grand nombre de mesures contraignantes. Plusieurs formes ouvertes de soutien seront mises en place, notamment en élargissant la compétence des centres familiaux. Les travaux en cours visant à renforcer les droits des enfants socialement vulnérables seront achevés. Les expériences et opinions des enfants et des jeunes seront prises en considération dans ce travail.

Les écoles seront tenues de signaler à tout moment tout crime commis dans l'enceinte ou aux alentours des établissements scolaires. L'Etat assumera une plus grande responsabilité à l'égard des jeunes criminels laquelle sera transférée des services sociaux des municipalités vers le système pénitentiaire. Des prisons spéciales pour mineurs seront créées sous la supervision des établissements pénitentiaires.

Pendant des décennies, la violence mortelle contre les femmes a été négligée. L'année dernière, cinq femmes ont été tuées en trois semaines. Mettre fin à la violence des hommes faites aux femmes, c'est lutter contre la grande criminalité, mais c'est aussi une question de liberté et d'égalité. La position du gouvernement - ainsi que la mienne - est qu'aucune fille ou femme ne doit être contrainte de se soumettre à un mode de vie dicté par des hommes violents ou dominateurs. Toute suspicion de violation aggravée de l'intégrité des femmes doit entraîner une détention obligatoire et les peines doivent être sévèrement durcies.

Monsieur le Président,

L'immigration en Suède n'est pas viable. Il en résulte une exclusion dangereuse pour de nombreuses personnes nées à l'étranger, mais aussi pour des enfants et des jeunes nés en Suède. Les problèmes d'insertion concernent désormais l'ensemble de la société et se traduisent par la ségrégation et le surpeuplement des logements, le chômage et la dépendance aux allocations, les problèmes de santé et les mauvais résultats scolaires ; la criminalité et l'exposition à la criminalité ; l'oppression fondée sur l'honneur, l'insécurité et les violations des droits des jeunes.

Il n'y a jamais eu de vision réfléchie du nombre de personnes qui pouvaient venir s'installer et à quelles conditions, ni de règles du jeu nécessaires à l'intégration des personnes dans notre communauté, lorsqu'elles viennent de pays aux lois, règles et cultures complètement différentes.

Le message du gouvernement est que cela ne peut pas continuer. C'est un changement de paradigme dans la politique migratoire suédoise.

Le droit d'asile sera maintenu par le biais de la réglementation internationale contraignante que la Suède s'est engagée à respecter. Il doit se baser sur la possibilité de pouvoir offrir une protection temporaire à toute personne fuyant un conflit ou une crise ainsi qu'à toute personne fuyant le voisinage de la Suède. La législation suédoise en matière d'accueil des demandeurs d'asile doit être révisée de manière à ne pas être plus généreuse que ce que le droit communautaire réglemente pour un Etat membre. Les réformes suivantes seront mises en œuvre:

Le gouvernement renforcera le contrôle de l'immigration à l'intérieur du pays ainsi que les conditions pour le regroupement familial et incitera au retour volontaire pour les migrants qui le souhaitent.

Des centres de transit seront mis en place. Les conditions en matière de citoyenneté seront durcies et les permis de séjour pourront être révoqués dans un plus grand nombre de cas. Une étude analysera les conditions permettant de réintroduire la possibilité d'expulser les ressortissants étrangers aux comportements déviants, tels que l'affiliation à une organisation criminelle, violente ou extrémiste ou à d'autres mouvances menaçant les valeurs fondamentales suédoises.

Des réformes permettront de réduire le risque que des personnes cherchent à venir en Suède pour des raisons purement économiques. Une étude sera mise en place afin de proposer un modèle de qualification progressive dans le

système de prestations sociales suédoises, notamment par le travail ou la citoyenneté. Le droit à l'aide financière est supprimé pour les personnes se trouvant en situation irrégulière dans le pays. Des conditions plus exigeantes en matière d'activité doivent être posées pour prétendre à un revenu de solidarité ou une allocation de subsistance.

Un examen de la procédure d'asile sera effectué dans le but de renforcer la qualité, l'uniformité et l'autorité de la loi. Ceci comprendra entre autres certains critères pour les commis d'office chargés des demandes d'asile et évaluera les cas concernant, par exemple, les personnes converties et LGBT.

Le gouvernement durcira les conditions de migration de main-d'œuvre, notamment en exigeant des revenus plus élevés et en interdisant le changement de filière pour contrer la fraude. Parallèlement, les règles relatives à la migration de main-d'œuvre hautement qualifiée, de chercheurs et doctorants étrangers seront améliorées afin de renforcer la compétitivité de la Suède en tant que nation de recherche.

Une étude proposera l'interdiction nationale de la mendicité. Un recensement sera effectué et les numéros provisoires de coordination non confirmés seront révoqués. Les données biométriques seront utilisées dans une plus large mesure pour les cas de migration et la priorité sera donnée aux mesures permettant d'exécuter davantage de décisions d'expulsions. Les possibilités de contrôle de l'immigration à l'intérieur du pays seront renforcées.

Monsieur le Président,

Ce gouvernement s'adresse à tous ceux qui s'efforcent d'apporter leur contribution – qu'ils aient immigré en Suède ou qu'ils y soient nés. De nombreuses personnes sont venues s'installer dans notre pays au fil des années et ont apporté leur savoir, leur esprit d'entreprise et payé leurs impôts. Le bon fonctionnement de l'intégration dans la société suédoise engendre une société plus riche, plus tolérante et plus prospère. Mais nous ne devons jamais tolérer l'intolérance.

Toute personne qui vient en Suède doit, bien entendu, s'intégrer à la société suédoise. Une étude sera mise en place dans le but de modifier les règles régissant l'orientation sociale pour les nouveaux arrivants et l'introduction civique pour les demandeurs d'asile. Pour obtenir la citoyenneté suédoise, l'apprentissage du suédois et la condition de gagner sa vie seront rendus obligatoires.

Les enfants et leurs familles bénéficieront d'un plus large réseau de contacts dans la société. La présence de centres de santé et de soins pour enfant sera renforcée dans les zones vulnérables qui seront entre autres chargés d'un dépistage linguistique obligatoire. L'école maternelle sera chargée d'enseigner la langue.

Le gouvernement intensifiera ses actions contre l'oppression fondée sur l'honneur. Les contrôles, les opérations et les certificats relatifs à la virginité seront criminalisés. Les actions menées pour retrouver des enfants disparus seront renforcées et les tuteurs qui ne coopèrent pas au retour de l'enfant seront redevables d'une amende. Le mariage entre cousins ne doit pas être autorisé. Un plus grand nombre de personnes condamnées pour des crimes d'honneur seront expulsées du pays.

Monsieur le Président,

Il y a quarante ans, la Suède a entrepris une expansion unique de l'énergie nucléaire qui a permis une électrification, sans précédent dans le monde à l'époque. Jusqu'à très récemment, la Suède était autosuffisante en électricité tous les jours de l'année et à toute heure de la journée. Au total, six réacteurs nucléaires pleinement opérationnels ont été depuis fermés pour des raisons politiques. Ce gouvernement estime que c'était une mauvaise décision pour les entreprises, pour le climat, pour l'économie des ménages - et en outre, en termes de politique de sécurité.

Cette décision d'alors rend désormais le sud et le centre de la Suède particulièrement vulnérables face au prix de l'électricité sur le continent. Le système énergétique suédois doit être reconstruit, tout en atténuant la crise aiguë de l'électricité pour les ménages et les entreprises suédois. Les risques sont désormais très élevés et personne ne peut rien promettre de manière définitive.

L'objectif de la politique énergétique de la Suède est de passer de la menace d'un déficit d'électricité à une abondance d'électricité décarbonisée. La compétitivité internationale de la Suède repose sur une énergie disponible en quantités suffisantes et à des prix abordables. La transition climatique et la politique de sécurité sont désormais deux facteurs supplémentaires majeurs. Ni la Suède ni l'Europe ne peuvent se permettre de dépendre de la production d'énergie russe.

Il faut éliminer à court terme le risque de problèmes économiques aigus, lorsque les ménages et les entreprises sont contraints d'assumer l'intégralité des coûts de l'échec de la politique énergétique. Le gouvernement va par conséquent instaurer un bouclier énergétique. Parallèlement, de vastes mesures seront prises pour contrôler la consommation d'énergie afin de diminuer le risque de coupures subites d'électricité. Le gouvernement a l'intention de renforcer et d'élargir le soutien aux particuliers par le biais de l'efficacité énergétique.

En outre, le gouvernement confèrera, dans les plus brefs délais, un mandat clair à l'administration suédoise du réseau de transport d'électricité pour procéder à l'acquisition et à l'augmentation de la production d'électricité planifiable dans les zones où cela est le plus nécessaire. L'Agence étudiera la possibilité de relancer la production d'électricité planifiable dans le sud de la Suède. L'impact sur les prix doit être atténué. Toute nouvelle production d'électricité qui renforce et contribue à une expansion rapide du réseau électrique est nécessaire. Cela inclut les énergies éolienne et solaire. Le permis environnemental relatif à l'hydroélectricité, qui est en examen à l'heure actuelle, est suspendu. Les voies d'écoulement des eaux et de migration des poissons seront rétablies en prenant en compte la production d'électricité.

Troisièmement, le gouvernement soulignera l'importance de la politique énergétique pour la politique climatique. La politique énergétique a pour objectif de passer de 100 % « renouvelable » à 100 % « énergie décarbonisée ».

Les conditions de maintien, de développement et d'expansion de l'énergie nucléaire suédoise seront radicalement améliorées afin de satisfaire la demande massive en électricité suédoise propre, nécessaire aux ménages ainsi qu'à la transition écologique.

Le gouvernement reviendra avec des propositions de garanties de crédit pour la construction de nouvelles centrales nucléaires suédoises, ainsi qu'avec des propositions de modifications législatives nécessaires pour y parvenir, notamment en réduisant les procédures d'autorisation et en accélérant les procédures administratives. Les interdictions énoncées dans le Code de l'environnement à l'encontre de nouveaux réacteurs sur de nouveaux sites, dont l'interdiction de faire fonctionner simultanément plus de dix réacteurs, seront supprimées. L'Agence d'électricité et de gaz de Suède aura pour mandat d'initier la planification et l'attribution de marchés de nouvelles centrales nucléaires.

Le développement des zones rurales est crucial pour la prospérité de tout le pays. Le gouvernement y voit là un intérêt commun : il faut créer les conditions permettant de vivre dans toute la Suède. La possibilité de voyager pour le travail et en famille est essentielle. La réduction obligatoire des émissions nettes de gaz à effet de serre sera ramenée au taux minimum de l'UE au 1^{er} janvier 2024 et s'appliquera pendant toute la durée du mandat.

La sylviculture suédoise est au cœur de l'action de la Suède en faveur du climat. La croissance des forêts est décisive pour la biodiversité. Le gouvernement défendra sans relâche une sylviculture suédoise durable, soucieuse des générations futures. La protection du droit à la propriété sera renforcée dans certains domaines. La compétitivité de la production alimentaire suédoise sera renforcée.

Les besoins de la Suède en matière d'infrastructures sont importants et la maintenance a pris du retard. Les investissements dans le réseau ferroviaire doivent avant tout faciliter la circulation des personnes qui se rendent à leur travail et la circulation des marchandises, ce qui renforce l'emploi et la croissance.

Les problèmes environnementaux constituent l'un des enjeux transfrontaliers majeurs de notre époque. La politique climatique et environnementale de la Suède doit être ambitieuse. Un programme relatif aux investissements internationaux pour le climat, conformément à l'article 6 de l'Accord de Paris, est en cours d'élaboration. Ces investissements contribueront à atteindre l'objectif climatique suédois de neutralité carbone d'ici à 2045. D'importants investissements dans les infrastructures de recharge seront réalisés, y compris concernant la technologie de capture de dioxyde de carbone.

Des efforts particuliers seront également déployés pour lutter contre l'eutrophisation de la mer Baltique et déplacer la zone de limite de chalutage pratiqué à grande échelle.

Monsieur le Président,

Nous sommes confrontés aux plus grands défis de politique étrangère, de sécurité et de défense de notre temps.

La Russie défie le monde libre par sa politique intérieure autoritaire et sa politique étrangère agressive. La Russie a brisé la paix en Europe en attaquant l'Ukraine de façon injustifiée et illégale - une agression à la fois contre l'Etat de droit international et contre une coopération intergouvernementale efficace.

La guerre russe a conduit l'UE et l'OTAN à faire preuve d'unité, de solidarité et de détermination dans des circonstances difficiles. C'est une démonstration de force de la part des démocraties occidentales.

En cette période plus dangereuse, la politique étrangère et de sécurité doit être réorientée en fonction des menaces qui pèsent sur la Suède et l'Europe. La guerre d'agression de la Russie et la défense de la liberté et de la souveraineté de l'Ukraine sont les missions de politique étrangère les plus déterminantes des prochaines années.

C'est pourquoi le gouvernement poursuivra une politique étrangère essentiellement suédoise et européenne.

La sauvegarde des intérêts suédois et des valeurs démocratiques sont au cœur de cette politique. Tout comme il va de soi que la Suède cherchera toujours le dialogue pour remédier aux divergences, nous n'hésiterons jamais à défendre nos intérêts vitaux par nos actions.

La politique étrangère suédoise est plus efficace avec les pays qui partagent nos valeurs fondamentales. Elle est menée au sein de l'UE et notamment avec nos voisins nordiques et baltes. Une coopération nordique plus étroite et plus forte est essentielle tant pour l'influence unie de notre région dans l'UE que pour notre propre contribution à la sécurité dans le cadre de la future adhésion à l'OTAN.

Le système de droit international, le respect de la Charte des Nations unies et la protection des droits de l'homme restent des éléments fondamentaux de la politique étrangère. Nous considérons cela comme acquis à l'heure où des millions d'Iraniens se battent pour leur liberté. La Suède n'acceptera jamais que des Etats agressifs violent la liberté et l'autodétermination des pays démocratiques. Le droit prime sur le pouvoir.

Le nouveau ton de la Chine adopté à l'égard de Taïwan aspire à l'inquiétude. Exercer une menace par la force militaire est inacceptable. Cela s'applique à tous les pays et en particulier aux membres permanents du Conseil de sécurité

de l'ONU. La relation de la Suède avec la Chine doit être définie dans une stratégie européenne commune en sauvegardant clairement le lien transatlantique.

Nous sommes confrontés à trois missions essentielles en matière de politique étrangère, de défense et de sécurité au cours du prochain mandat :

Tout d'abord, achever le processus d'adhésion à l'OTAN conjointement avec la Finlande, renforcer la défense suédoise et respecter nos engagements en tant que membre, ainsi que nous intégrer systématiquement dans les différentes structures de l'OTAN. C'est un changement de paradigme dans la politique de défense et de sécurité suédoise qui guidera le travail du gouvernement.

Le gouvernement accomplira donc avec détermination l'accord tripartite entre la Suède, la Turquie et la Finlande, aussi bien avant qu'après l'adhésion à l'OTAN. La participation à des organisations terroristes sera interdite. La coopération avec les Sociaux-démocrates sur la question de l'OTAN se poursuivra. Le large consensus sur la question de l'OTAN est une force pour la Suède.

En tant que membre de l'OTAN, la Suède contribuera à la sécurité de l'ensemble de l'Alliance atlantique. Nous pouvons mettre à contribution des capacités uniques en termes d'activités terrestres, navales, sous-marines ainsi qu'aériennes. La mise en place de la défense totale doit s'intensifier. Toutes les armées doivent être renforcées et s'adapter en permanence à la rapidité de l'évolution technologique dans tous les domaines. L'industrie de défense est depuis longtemps un atout pour la Suède et, par l'adhésion, il le sera également pour d'autres.

La Suède doit respecter ses engagements de porter le budget de la défense à l'objectif de 2% du PIB dès que possible et d'ici à 2026. La base de calcul de l'objectif de 2% doit être conforme à l'OTAN le plus rapidement possible. Nous chercherons à obtenir un large soutien politique pour y parvenir, notamment au sein du comité de défense. Les composantes civiles de la défense totale sont également à la traîne. La résilience aux menaces hybrides et la cybersécurité doivent être améliorées. Par conséquent, la compétence relative à la défense civile et la gestion de crises sera transférée du ministère de la Justice au ministère de la Défense et impliquera la nomination d'un ministre spécial pour la défense civile.

Un Conseil national de sécurité - sous la tutelle du Premier ministre et selon le modèle international - sera créé afin de coordonner l'action de la Suède en matière de politique de sécurité. Une nouvelle stratégie de sécurité nationale sera élaborée. Elle servira à son tour de base à la loi de programmation militaire que le gouvernement prévoit de soumettre au Parlement. Le gouvernement nommera prochainement le premier conseiller en matière de sécurité nationale, lequel sera notamment chargé de conduire le travail opérationnel de ce nouveau conseil.

La deuxième tâche essentielle consiste à assumer le rôle de la présidence de l'UE à partir du 1^{er} janvier 2023. L'UE est la plateforme de politique étrangère la plus importante de la Suède, laquelle est également fondamentale pour l'économie suédoise. La Suède sera un membre actif, engagé et moteur de l'UE - avant, pendant et après la présidence.

Les partis représentés au Parlement suédois ont en large consensus identifié un certain nombre de domaines de priorités particulières pour notre présidence. Il s'agit d'assurer la sécurité des citoyens européens et de soutenir conjointement l'Ukraine. L'approvisionnement en énergie, la transition climatique et le renforcement de la compétitivité de l'Union sont tout aussi importants, notamment en mettant davantage l'accent sur la numérisation et la politique technologique, en coopération avec les Etats-Unis. En tant qu'économie ouverte et dépendante des exportations, il est dans l'intérêt de la Suède de renforcer le marché intérieur de l'UE, le marché unique numérique et la position de l'UE en tant que bloc commercial.

Troisièmement, nous devons apporter le plus grand soutien possible à l'Ukraine ravagée par la guerre - politiquement, économiquement et en termes de sécurité. Un programme cohérent et à long terme, portant à la fois sur la reconstruction civile et l'assistance militaire, sera élaboré. Cela inclut le transfert de systèmes d'armement plus sophistiqués.

La politique d'aide au développement suédoise reste généreuse. Le cadre de l'aide est fixé pour trois ans, sans être indexé sur le revenu national brut (RNB). Ce sont les résultats qui comptent, et non un objectif de versement de fonds. Le principal soutien est réorienté des organisations multilatérales vers la société civile. Outre un soutien accru à l'Ukraine, des priorités thématiques seront axées sur l'aide humanitaire, la réduction de la pauvreté et les efforts sanitaires pour les plus vulnérables ; l'aide financière à la démocratie pour les défenseurs des droits de l'homme et de la démocratie ; une aide accrue et plus efficace pour le climat et les droits et opportunités des filles et des femmes.

Il faudra se concentrer également sur la politique d'aide au développement en tant qu'outil pour contrer la migration irrégulière, favoriser les retours de migrants, notamment le retour volontaire. L'aide au développement doit également inclure des mesures efficaces pour réduire les causes premières de la migration.

A plus long terme, ce sont le commerce et le développement économique qui mèneront de la pauvreté à la prospérité. C'est pourquoi le gouvernement nommera un seul et même ministre chargé de l'Aide au développement et du Commerce extérieur. Ce nouveau ministre sera particulièrement chargé de l'aide suédoise à la reconstruction de l'Ukraine.

Monsieur le Président,

Un enseignement et une recherche de haute qualité sont essentiels à la prospérité de la Suède.

Après plusieurs années de résultats en baisse, les grandes réformes menées par le gouvernement de l'Alliance ont porté leurs fruits sur le long terme.

En même temps, les écoles suédoises sont confrontées à de graves problèmes. De nombreux enfants ont des lacunes linguistiques dès le début de leur scolarité et bénéficient de peu de soutien scolaire dans leur environnement familial. L'intégration pose de toutes nouvelles exigences sur la politique scolaire - mais les enfants ne doivent jamais être utilisés comme des outils d'intégration.

La responsabilité de l'Etat sera renforcée afin d'accroître l'équité. Au niveau national, des mesures seront prises pour introduire une norme contraignante de subventions aux écoles et pour investir dans les manuels scolaires. Les programmes scolaires seront réformés en mettant l'accent sur l'apprentissage et les connaissances factuelles. Davantage d'enseignants spécialisés seront mis à la disposition d'élèves ayant besoin de soutien scolaire et davantage d'élèves bénéficieront d'enseignement dans des groupes adaptés. Des efforts seront parallèlement réalisés vers davantage de classes spécialisées.

Les écoles seront habilitées à fournir des heures d'étude supplémentaires aux élèves qui ont besoin de soutien en dehors des heures de cours. Les cours élémentaires pourront offrir un soutien scolaire pendant les vacances, ce qui

nécessitera à la fois une modification de la réglementation et un financement de l'Etat. Une enquête examinera l'enseignement de la langue maternelle.

La responsabilité du chef d'établissement de maintenir la sécurité et un environnement studieux en classe sera énoncée dans la loi sur l'éducation. La direction de l'école aura le mandat de décider du règlement d'ordre intérieur. Les enseignants doivent voir leur autorité renforcée et leur charge de travail administratif réduite. Un vaste examen sera effectué afin de libérer du temps de travail au profit de la planification et de l'enseignement. Les conditions strictes de la loi relative à l'information sur les élèves seront assouplies et la réforme des carrières des enseignants sera développée.

Le système suédois unique des écoles libres sera étendu par des réformes concrètes. Pour répondre aux exigences nationales de qualité, des épreuves nationales numériques notées de manière centralisée seront rapidement mises en place. Le choix de l'école sera obligatoire et les listes d'attente considérablement réduites par rapport à aujourd'hui.

Une échelle de sanctions sera introduite, impliquant une augmentation des amendes et pénalités ainsi que le changement de directeur d'établissement ou de l'administration en charge. L'Inspection générale des établissements scolaires suédois renforcera le contrôle des écoles au profil religieux et des efforts vigoureux seront entrepris contre l'extrémisme et l'islamisme. La redistribution de bénéfices ne sera pas autorisée durant les premières années suivant la création d'une école ou son rachat par un nouveau propriétaire. L'objectif est de garantir un même propriétaire sur le long terme et de faire en sorte que toute personne qui crée ou acquière une école libre dispose d'une solidité financière suffisante. L'introduction d'un principe de transparence dans les écoles indépendantes sera équivalent au principe actuel de l'accès aux documents officiels.

Le besoin de main-d'œuvre qualifiée est désormais urgent dans de nombreux secteurs d'activité. Afin de garantir les compétences, l'offre des formations proposée, notamment dans le cadre de l'enseignement pour adultes, doit, dans une plus large mesure, être axée sur les besoins du marché du travail et des professionnels. La qualité de l'enseignement professionnel supérieur sera renforcée.

Les universités et les grandes écoles contribuent fortement au développement de la société et à la compétitivité des entreprises. Si la formation en elle-même est importante, elle ne doit pas aller à l'encontre des compétences

professionnelles et de l'employabilité. Les universités et les grandes écoles seront régies davantage à partir de principes de qualité d'enseignement et d'excellence scientifique qu'à partir de purs objectifs quantitatifs. La science et la recherche doivent être libres de toute gouvernance politique.

Monsieur le Président,

Les services de santé et les soins médicaux suédois sont de très grande qualité, lorsque vous y avez accès. Les files d'attente pour l'accès aux soins ont doublé depuis 2014 - avant même la pandémie. Les files d'attente pour les soins psychiatriques des jeunes enfants et adolescents ont triplé au cours de cette même période.

Moins de la moitié des femmes atteintes d'un cancer du sein sont soignées en temps voulu - et moins d'un tiers des hommes atteints d'un cancer de la prostate. C'est un échec majeur.

Le gouvernement entend accroître la responsabilité nationale pour la santé. Une gouvernance nationale renforcée est nécessaire en matière de soins. Une étude sera lancée pour analyser les avantages et les inconvénients d'une gouvernance partielle ou totale de l'Etat sur le long terme. Une infrastructure numérique nationale sera mise en place.

Une Agence nationale des soins sous le contrôle de l'Etat sera mise en place, chargée de signaler les capacités disponibles et de permettre l'accès aux soins pour les patients dans tout le pays. L'élaboration d'une stratégie nationale à long terme visera à augmenter le nombre de places d'accueil et de lits.

Une expansion substantielle des soins de santé primaire aura pour but d'augmenter le nombre de généralistes et d'infirmières de district. Le droit à un médecin de famille sera étudié.

Un effort particulier sera porté sur la mise en place de soins équitables, de proximité et fiables pour les patients dans tout le pays, avec une attention particulière pour les zones rurales et peu peuplées. Un effort particulier sera également fait pour les traitements contre le cancer, y compris des enfants, les suivis post-traitements et la réhabilitation.

Une étude sera mise en place pour améliorer le ticket modérateur des soins dentaires à l'image des autres soins médicaux. La priorité sera donnée aux personnes âgées dont la santé bucco-dentaire est la moins bonne.

Les personnes handicapées doivent pouvoir contribuer pleinement à la société sans être victimes de discrimination. L'intégration des droits des personnes handicapées dans un plus grand nombre de domaines politiques et sociaux reste une priorité. Des mesures visant à confier à l'Etat la responsabilité globale de l'assistance aux personnes, dans le cadre de la loi sur le soutien et les services aux personnes atteintes de déficience fonctionnelle, seront envisagées.

Un effort important visera à améliorer l'égalité des genres dans les soins de santé, les maladies féminines et la recherche en matière de santé féminine. Les jeunes femmes n'ont pas à accepter la normalité de vivre avec la douleur. Un effort particulier sera entrepris dans les soins de la migraine, de l'endométriose et de la ménopause. La législation sera modifiée pour autoriser la pratique de l'avortement à domicile. Un plan d'action national sera élaboré pour accroître l'accès aux places d'accouchement et réduire les disparités régionales. Le plus grand nombre possible de femmes aura accès à une sage-femme avant, pendant et après l'accouchement.

Rares sont les questions aussi importantes que celle de prendre en charge, à un stade précoce, les enfants et les jeunes souffrant de troubles psychologiques. Les statistiques sont déjà assez alarmantes. Cependant, pour les proches d'une personne souffrant de troubles mentaux, il ne s'agit pas de statistiques mais d'une tragédie profonde et personnelle. Nous sommes nombreux à l'avoir vécu dans notre environnement immédiat.

Une garantie légale de prise en charge des enfants ayant besoin d'aide et de soutien sera instaurée dans un délai maximum de 30 jours. La santé scolaire sera renforcée par le biais d'un service de santé scolaire dans chaque école et d'une garantie de santé des élèves. La nouvelle stratégie nationale pour la santé mentale et la prévention du suicide sera présentée d'ici le 1^{er} septembre 2023. Un programme national de recherche sera mis en place.

Un coordinateur national chargé du travail préventif contre le suicide sera nommé. Le suivi des patients présentant un comportement suicidaire fera partie intégrante du système de soins. Une « commission d'enquête » sera mise en place, chaque fois qu'une personne mettra fin à ses jours, mandatant les

services sociaux, les écoles, la police et les services de santé pour enquêter et tirer des leçons pour l'avenir.

La maladie mentale est non seulement une question de lois et de règlements, mais aussi d'humanité. Il faut que davantage de personnes se sentent concernées et soient engagées. Il faut que davantage de personnes aient le courage de parler de maladies mentales et d'agir au profit les uns des autres. La politique peut faire beaucoup plus, mais elle ne peut pas tout faire.

L'importance du mouvement sportif suédois pour la santé publique et la cohésion ne peut être surestimée. Le gouvernement a l'intention d'entreprendre plusieurs efforts au cours de son mandat.

Monsieur le Président,

Des médias libres, une recherche indépendante et une vie culturelle dynamique sont des éléments essentiels dans une société ouverte. La culture et les personnes travaillant dans le secteur artistique sont essentiels à la société civile et maintiennent le discours démocratique en vie.

Plusieurs critères de référence guident la politique culturelle du gouvernement. Un principe d'indépendance qui protège le secteur culturel de la politisation et d'un contrôle abusif. La qualité et l'accessibilité doivent être mises en avant. Les conditions des personnes travaillant dans le secteur artistique seront mieux subventionnées sur le long terme et les conditions des personnes exerçant une activité indépendante favorisées.

La Suède défendra les ambassadeurs de la liberté d'expression : le gouvernement poursuivra ses efforts pour obtenir la libération du journaliste Dawit Isaak et de l'éditeur et poète Gui Minhai, unilatéralement et en coopération avec d'autres démocraties. L'analyse qui sera publiée prochainement en tirera les enseignements.

La culture et notre histoire commune constituent la base de notre identité collective. Elle crée une cohésion et accroît notre compréhension mutuelle. Des comités d'experts indépendants proposeront l'élaboration d'un Canon de la culture suédoise. Une enquête sera menée pour assurer le respect des valeurs démocratiques par les organisations obtentrices de fonds provenant de successions en déshérence.

Une démocratie forte nécessite une diversité de médias forts, libres et indépendants. Les médias du service public continueront à être financés sur le long terme et défendus comme partie intégrante de l'infrastructure démocratique. C'est l'orientation qui sera adoptée pour la période de licence entre 2026 et 2033.

La révision constitutionnelle en cours qui vise, entre autres, à renforcer l'indépendance de la justice, sera poursuivie sur la base des directives actuelles. Une autre enquête constitutionnelle sera mise en place pour étudier, notamment, la manière de renforcer le droit à l'avortement, en inscrivant le droit des femmes à l'avortement dans la Constitution. Les agents de l'Etat seront responsabilisés. La priorité sera donnée à la lutte contre l'antisémitisme et une étude examinera l'interdiction du financement étranger des communautés religieuses, afin de contrer entre autres l'islamisme et le séparatisme.

En Suède, chacun a le droit d'être qui il veut et d'aimer qui il veut. Le gouvernement défend les droits des personnes LGBT, indépendamment de ceux qui essaient de les restreindre ou de les violer. Une proposition visera à interdire la thérapie de conversion sous la menace ou la coercition.

Monsieur le Président,

Le gouvernement prend la responsabilité d'un grand pays. Nous sommes tous, d'une façon ou d'une autre, responsables de l'avenir de la Suède. Mais nous tirons également des leçons de notre histoire.

La Suède a fait face à la crise du pétrole dans les années 1970 en adoptant une politique énergétique entièrement nouvelle, elle a dissocié la croissance de l'augmentation des émissions de gaz et est devenue l'une des premières nations industrielles du monde à être presque entièrement décarbonisée. Suite aux politiques de surbudgétisation des années 1980, nous avons regardé la vérité en face et changé de cap dans les années 1990 pour adopter un cadre budgétaire strict, une faible dette publique et pour gérer efficacement nos finances publiques. Alors qu'un demi-million de personnes étaient parties en pré-retraite et que la Suède comptait deux fois plus de personnes en congé de maladie que les autres pays, nous avons rétabli, dans les années 2000, l'idée d'une ligne du travail. Je suis convaincu que le moment est à nouveau venu.

Nous sommes confrontés à une nouvelle mission d'une importance historique.

Je voudrais par conséquent vous demander aujourd'hui, cher peuple suédois, de vous préparer à des temps difficiles. Mais je peux aussi vous promettre que le nouveau gouvernement fera tout ce qui est en son pouvoir pour être un bon leader dans cette voie.

La mission du service public est de servir les citoyens. Jamais l'inverse.

Les quatre partis de la coalition ont voulu, lors de la campagne électorale, parler honnêtement de la gravité de la situation et obtenir un mandat pour commencer à résoudre les problèmes majeurs de la Suède. Nous sommes humbles devant l'ampleur de la mission. Mais aussi déterminés à l'assumer.

La Suède doit être un pays où la loi et l'égalité s'appliquent à tous. Un pays où tous les enfants voient leurs parents partir travailler et où il est toujours payant de travailler et de faire de son mieux. Un pays où les énergies éolienne, hydraulique et nucléaire, respectueuses du climat, fournissent une électricité propre, stable et bon marché. Un pays où les innovations vertes, la formation et la recherche de pointe, ainsi que les nouveaux emplois - et non les émeutes et les fusillades - font les gros titres de notre pays à l'étranger.

La Suède que nous aimons se démarque par la dynamique entre liberté et responsabilité. La liberté de décider de sa propre vie. La liberté de suivre son propre chemin. Et de prendre ses responsabilités les uns envers les autres, car être seul ne rime pas toujours avec être fort.

La liberté et la responsabilité sont des principes directeurs dans notre pays et mon gouvernement s'y conformera.